

100

KOF Bulletin

N° 100, octobre 2016

CONJONCTURE ET RECHERCHE

- Prévisions conjoncturelles d'automne du KOF : une lente reprise →
- Merci de bien vouloir prendre en compte tous les chômeurs ! →
- Liens entre formation et emploi : indice de lien formation-emploi du KOF →
- Les investissements en efficacité énergétique : une stratégie payante →
- Le KOF, un partenaire engagé dans le monde →
- Le KOF, parmi les experts en conjoncture pour le compte du gouvernement allemand →
- Comment les économistes de Suisse jugent-ils la 4ème révolution industrielle ? →

INDICATEURS DU KOF

- KOF Indicateur de la situation des affaires : l'éclaircie persiste →
- KOF Baromètre conjoncturel : léger redressement →

AGENDA →

TABLEAUX PRÉVISIONS →

EDITORIAL

Chère lectrice, cher lecteur,

Nous avons le plaisir de vous adresser aujourd'hui le 100ème numéro du KOF Bulletin. Depuis 2007, cette newsletter vous présente chaque mois une mosaïque de thèmes d'actualité relatifs à la conjoncture, la politique économique, l'évolution de l'économie mondiale ainsi qu'à nos recherches. C'est encore le cas pour cette 100ème édition.

Découvrez ce mois-ci ce que le KOF prévoit pour les années à venir concernant l'évolution de la conjoncture suisse et internationale (jusqu'à fin 2018). Le KOF ne se contente toutefois pas que d'établir des prévisions et de mener des enquêtes : il conseille et seconde également dans le monde d'autres institutions dans la réalisation d'enquêtes et le développement de modèles de prévision. Lisez à ce propos l'article portant sur nos projets en Afghanistan, au Kosovo ou au Monténégro. Dans ce numéro, nous nous intéressons aussi au débat relatif aux statistiques du chômage, pour savoir lequel reflète le plus fidèlement la situation réelle du marché de l'emploi en Suisse, et enchaînons avec un article sur le marché de l'emploi des jeunes : comment coupler au mieux le secteur de la formation et le marché de l'emploi, pour accroître les chances des jeunes sur ce marché. Suit un article sur un thème d'avenir. Tournant énergétique et économie verte sont des termes qui nous préoccupent tous. En collaboration avec des chercheurs allemands et autrichiens, des chercheurs du KOF ont analysé le volume des investissements dans les technologies énergétiques et leur impact sur le bilan écologique et économique des entreprises. Vous découvrirez aussi ce bilan dans le présent bulletin.

Nous vous remercions de votre fidélité et espérons que vous éprouverez toujours la même satisfaction à parcourir le Bulletin du KOF.

David Iselin, Solenn Le Goff, Anne Stücker

CONJONCTURE ET RECHERCHE

Prévisions conjoncturelles d'automne du KOF : une lente reprise



L'économie suisse sort lentement d'une longue phase d'austérité (cf. G 1). Le commerce de transit est un moteur de croissance qui gagne en importance. Les autres secteurs tendent à stagner, à l'exception du commerce de détail. Le niveau d'investissement demeure plutôt faible. Le marché de l'emploi se redresse lentement et le renchérissement reste bas.

Contexte international

En ce qui concerne les mois à venir, le KOF s'attend à une expansion modérée de l'économie mondiale. Les principales contributions à la croissance viendront des pays émergents. Cependant, en Chine, les taux de croissance s'amointrissent peu à peu suite à une mutation structurelle, alors que l'essor économique de l'Inde devrait rester constant. À partir de l'année prochaine, et dans l'hypothèse d'une évolution politique stable et de prix de matières premières robustes, des contributions positives pourraient de nouveau venir de la Russie et du Brésil. La conjoncture mondiale reste exposée à de nouvelles crises. Dans de nombreux pays, l'endettement reste plus élevé encore qu'avant la Grande récession, ce qui ne laisse que peu de marge de manœuvre pour des mesures d'encouragement complémentaires. Étant donné les possibilités restreintes de nouvelles mesures d'assouplissement de la politique monétaire qui s'y ajoutent, les gouvernements ne seront guère en mesure d'apporter leur soutien en cas de choc.

Évolution en Suisse

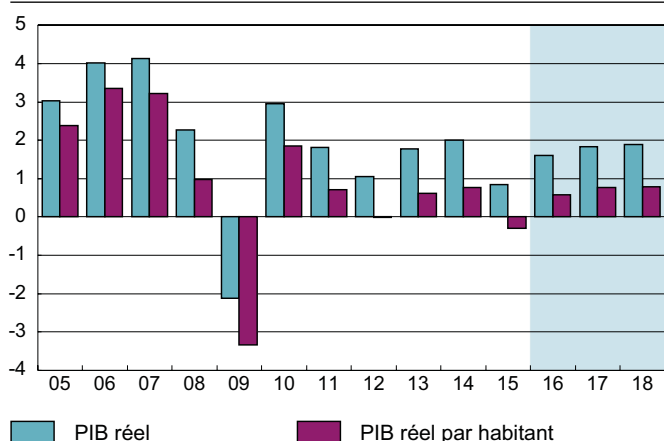
En Suisse également, deux ans après le choc monétaire, la pression reste forte sur les entreprises pour qu'elles optimisent leur processus et les rendent plus efficaces. Le cours du franc suisse se maintient à un niveau plutôt constant, depuis un an, par rapport à l'euro. Ce niveau est un peu plus acceptable que dans les semaines qui suivirent l'abandon du taux de change plancher par la Banque nationale suisse (BNS). Les récentes turbulences observées sur les marchés des devises, comme après la décision relative au Brexit, n'ont pas généré de nouvelle appréciation du franc. À vrai dire, cela est sans doute dû aux interventions de la BNS.

La Suisse connaît depuis plusieurs années un excédent du commerce extérieur, lié à l'origine au commerce des services, surtout financiers. Depuis plus de 10 ans, des excédents sont aussi réalisés dans le commerce traditionnel des marchandises, et, pendant la même période, le commerce de transit a notablement contribué à l'excédent

du commerce extérieur en tant que source de revenu supplémentaire. Le commerce de transit appartient au commerce de gros, et il est le principal facteur de l'accroissement de sa contribution à la valeur ajoutée. La part du commerce de gros a en effet progressé de 7% en 1997 à environ 10% en 2014.

G 1 : PIB réel, PIB par habitant et prévisions

(variation annuelle, en %)



Réécriture du passé

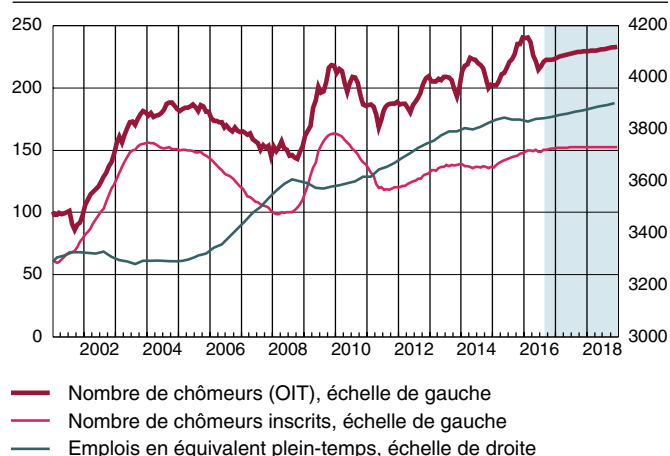
Par rapport aux premières estimations du SECO concernant l'évolution économique de l'an dernier, qui reposait sur une diminution de la performance du commerce, l'évolution sectorielle en 2015 a été plutôt bouleversée. Durant l'été 2016, le KOF avait certes prévu une révision à la hausse du commerce, tout en escomptant une progression du taux de croissance du PIB. Il apparaît désormais que l'industrie a été beaucoup plus affectée par l'appréciation du franc. En termes nominaux, la valeur ajoutée dans l'industrie (3,1%) est similaire à la première estimation du SECO. Le recul des prix dans l'industrie s'est toutefois avéré sensiblement inférieur (2,2%) à celle des premières estimations, qui tablaient sur une diminution de 5,5%. Il faut réviser l'hypothèse selon laquelle l'industrie avait pu accroître sa production en termes de quantité tout en s'accommodant de fortes pertes de marge (3%). Selon les indications de l'OFS, la production a diminué de 0,9%, fournissant ainsi une contribution de -0,2 point de pourcentage à la croissance du PIB. La plus forte baisse revient toutefois aux banques (-9%), dont la contribution négative à la croissance est de 0,5 point de pourcentage.

Lente reprise sur le marché de l'emploi

La situation sur le marché de l'emploi suisse a été marquée cette année par les retombées du fléchissement conjoncturel de l'an dernier. La forte croissance de l'emploi des dernières années n'a pas pu être confirmée au cours des derniers trimestres. Il en a résulté une hausse du chômage. L'immigration s'est également avérée plus faible au cours des derniers trimestres. Les signaux émis par les indicateurs avancés et les chiffres de l'évolution sur le marché de l'emploi ne sont pas évidents. Certes, beaucoup d'indicateurs avancés ont franchi le creux de la vague durant les dernières semaines et sont de nouveau en légère hausse. Cela suggère que le marché de l'emploi ressortira lentement du creux provoqué par le choc monétaire durant le second semestre de cette année et l'an prochain. Néanmoins, la plupart des indicateurs persistent à un bas niveau. De plus, le développement au ralenti de l'économie mondiale, un climat de consommation morose et des problèmes structurels dans certains secteurs – faible rentabilité dans certains secteurs industriels et dans le secteur bancaire – pèsent sur l'évolution de l'emploi. Le taux de chômage peine à diminuer faute à un taux de recrutement faible. En valeur désaisonnalisée, le taux de chômeurs inscrits – taux de chômage selon le SECO – s'élèvera en moyenne à 3,3% cette année et à 3,4% en moyenne l'année prochaine. Le taux de chômage selon l'Organisation internationale du travail (OIT) sera également constant : il devrait persister aux alentours de 4,6% en 2016 et en 2017 (cf. G 2).

G 2 : Emploi, chômage et prévisions

(en milliers de personnes, valeur désaisonnalisée)



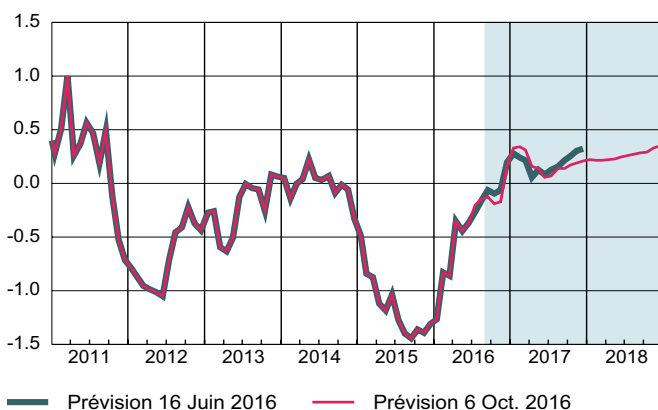
Morosité chez les consommateurs

La croissance des dépenses de consommation devrait rester modeste durant les prochains trimestres. Selon l'indice du climat de consommation du SECO, le scepticisme persiste chez les consommateurs ; l'indice stagne depuis un an en-deçà de sa moyenne à long terme. Globalement, le revenu disponible réel devrait progresser de 1,3% cette année, alors que l'emploi (en équivalent temps plein) devrait stagner. La consommation privée progressera de 1% en 2016 et de 1,2% en 2017.

Depuis le début de 2015, l'évolution des prix a été nettement marquée par l'adaptation à la nouvelle réalité du change. Le renchérissement en variation annuelle, mesuré d'après l'indice des prix à la consommation, ne se situait plus qu'à peine dans le négatif au mois d'août. La stabilisation du prix du pétrole sous la barre des 50 dollars au cours des derniers mois y a contribué. Ainsi, les prévisions concernant le renchérissement en 2016 demeurent inchangées (-0,4%). Étant donné le faible développement attendu des salaires nominaux et une évolution des loyers inférieure à la moyenne, la pression inflationniste restera faible. Le KOF prévoit un renchérissement annuel minime de 0,2% en 2017 et une inflation légèrement supérieure (0,3%) en 2018 (cf. G 3).

G 3 : Prix à la consommation et prévisions

(variation en % par rapport à l'année précédente)



Redressement des investissements de construction, dynamique des investissements d'équipement marquée par des facteurs spéciaux

La tendance actuelle à l'investissement dans le secteur privé doit être considérée comme modérée, les principales impulsions venant du secteur public. En raison du développement ralenti au cours des deux derniers trimestres, le

KOF mise sur une stagnation dans le secteur du bâtiment en 2016. Cependant, les conditions de financement restent séduisantes et le contexte économique ne cesse de s'améliorer. Étant donné ces données de base plutôt bonnes, ainsi que des investissements élevés dans la construction d'hôpitaux et les projets infrastructurels, les investissements de construction se redressera l'an prochain pour atteindre une croissance de 1,2%. Les investissements d'équipement seront marqués prochainement par la livraison de trains et d'avions commandés depuis longtemps. Avec la disparition de ces effets spéciaux, les investissements d'équipement diminueront de 0,4% en 2017 pour ne se redresser ensuite à nouveau qu'en 2018.

Commerce extérieur : croissance des exportations grâce à l'industrie pharmaceutique

L'économie suisse d'exportation semble avoir digéré à première vue le choc monétaire de l'an dernier au vu de la croissance vigoureuse observée au premier semestre de 2016. Cependant, la croissance des exportations des derniers trimestres a reposé sur une assise très inégale : dans le commerce des marchandises, la croissance était presque exclusivement imputable à une forte progression des exportations de produits pharmaceutiques. Après les nets revers subis l'an dernier, le commerce est de plus en plus ravivé grâce aux pays de l'UE, lesquels restent pour la Suisse le principal marché d'exportation. Par conséquent, le KOF prévoit un développement hésitant des exportations au second semestre. Il faudra attendre l'an prochain pour observer une large relance des exportations, et des taux de croissance de 2,3% (2017) et de 3,6% (2018). En ce qui concerne les importations, le KOF prévoit un faible développement. Les importations de biens et de services devraient enregistrer l'an prochain une plus forte croissance. Outre le développement positif du secteur des exportations, les importations supplémentaires de biens d'investissement seront ici déterminants.

Contact

Yngve Abrahamsen | abrahamsen@kof.ethz.ch

Retrouvez les chiffres détaillés concernant les prévisions actuelles du KOF à la page 21 et sur notre site internet :

www.kof.ethz.ch/fr/previsions-indicateurs/previsions/previsions-conjoncturelles →

Merci de bien vouloir prendre en compte tous les chômeurs !

La statistique du chômage et le recensement des chômeurs inscrits du SECO présentent une évolution très analogue tant que ne sont comptés que les demandeurs d'emploi inscrits auprès d'un office du travail. La statistique du chômage augmente car les chômeurs de longue durée sont de plus en plus nombreux : un phénomène qui échappe aux statistiques du SECO, car bon nombre de chômeurs de longue durée ne sont pas inscrits à l'Office régional de placement (ORP).

Le chômage de longue durée est-il en augmentation en Suisse ? Il n'y a pas de réponse simple à cette question pourtant simple. Cela s'explique par l'existence de deux statistiques différentes du chômage en Suisse (cf. aussi Siegenthaler, 2013), lesquelles donnent une image différente de l'évolution du chômage au cours des dernières années. Il existe, d'une part, la statistique des chômeurs inscrits établie chaque mois par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), sur la base des personnes recensées dans les Offices régionaux de placement (ORP). Elle se situait l'an dernier, en moyenne, à 3,2%. Le nombre des chômeurs de longue durée est pratiquement constant depuis plusieurs années dans cette statistique.

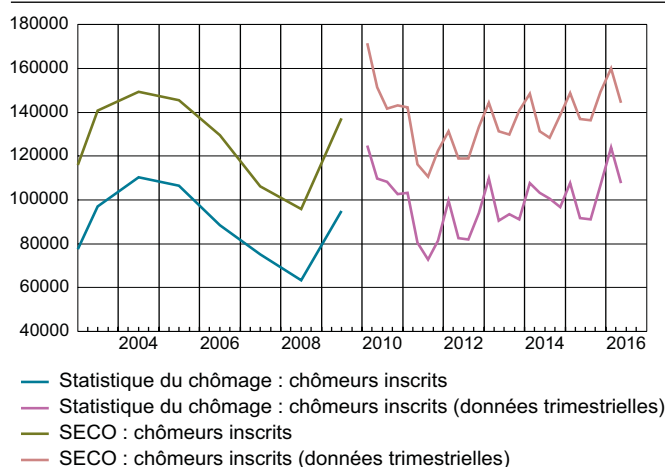
Il en va autrement en ce qui concerne la statistique du chômage établie par l'Office fédéral de la statistique. Celle-ci se fonde sur la définition du chômage de l'Organisation internationale du travail (OIT). Le calcul du taux de chômage se base sur environ 130 000 entretiens téléphoniques effectués chaque année auprès de la population suisse et étrangère résidant en Suisse dans le cadre de l'Enquête suisse sur la population active (ESPA). Selon cette statistique, le chômage s'élevait à 4,5% l'an dernier et tendait à s'accroître depuis quelques années, ce qui s'expliquait notamment par une hausse du chômage de longue durée.

Précision statistique étonnante

L'opinion publique perçoit souvent les statistiques du chômage avec un certain scepticisme. Est-il justifié ? Non. Et ce pour deux raisons. Premièrement, les statistiques fournissent une image analogue en ce qui concerne le nombre des chômeurs inscrits, ce qui n'est pas évident dans la mesure où le recensement des chômeurs se base sur une enquête par sondage auprès des ménages, forcément exposés aux variations statistiques – des variations auxquelles échappent naturellement les statistiques basées sur les registres d'inscription. De plus, la statistique pourrait fournir des résultats systématiquement déformés en raison de la méthode de recensement, les chômeurs étant, par exemple, plus faciles à joindre par téléphone que les personnes actives.

Le graphique G 4 présente le nombre de personnes qui, selon la statistique du chômage, sont à la fois sans emploi et inscrites auprès d'un ORP (courbe bleue). Elle présente aussi le nombre de chômeurs recensés par le SECO (courbe rouge). Nous observons que les deux courbes suivent une évolution très parallèle depuis environ 2002. Cela s'applique aussi bien à l'évolution à long terme qu'aux variations trimestrielles – une observation possible depuis 2010, car l'ESPA est effectuée trimestriellement depuis cette date. La principale différence entre les deux séries concerne le niveau de chômeurs inscrits. Des évaluations détaillées mais non publiées de l'OFS établies sur la base d'une comparaison entre diverses sources de données suggèrent que cette différence de niveau ne s'explique pas par une sous-estimation du chômage inscrit dans l'échantillon de l'ESPA. Au contraire, la statistique du SECO englobe sans doute notamment un grand nombre de personnes au moins partiellement actives.

G 4 : Comparaison des chômeurs inscrits (statistique du chômage vs. SECO)



Environ 40 000 jeunes chômeurs non inscrits

La deuxième raison pour laquelle le scepticisme éprouvé à l'égard de la statistique du chômage n'est pas justifié réside dans la supériorité de sa conception. Contrairement aux chiffres du SECO, la statistique du chômage recense

également les chômeurs qui ne sont pas inscrits à un Office du travail. Ceci est fondamental, car plus de la moitié des chômeurs de Suisse ne sont pas inscrits auprès de l'ORP. En 2015, environ 120 000 chômeurs étaient dans ce cas, un chiffre qui n'a cessé de s'accroître au cours des dix dernières années. Une étude du KOF sur le chômage en Suisse révèle que la tendance à s'inscrire est inférieure à la moyenne, en particulier chez les femmes, les jeunes et les personnes à faible qualification (Bolli et al., 2015). Leur présence est donc sous-estimée dans les statistiques du SECO.

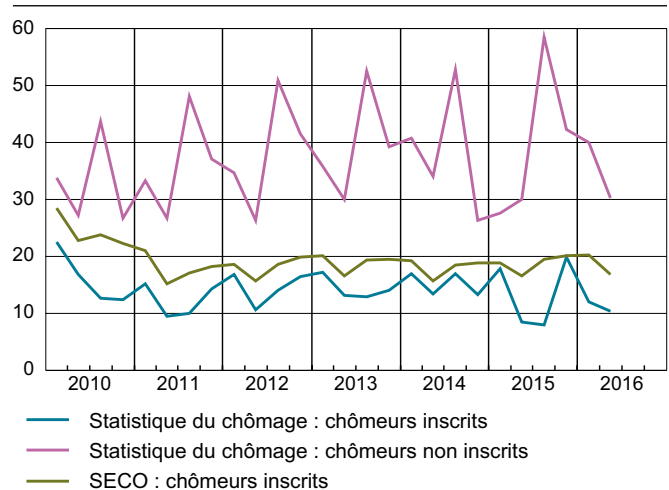
Le graphique G 5 illustre, à titre d'exemple, sur la base du chômage des jeunes à quel point cet aspect est important. Elle présente le nombre de chômeurs de la tranche d'âge 15–24 ans inscrits et non inscrits, selon la statistique du chômage, ainsi que, à titre comparatif, le nombre des jeunes chômeurs inscrits selon les chiffres du SECO. La comparaison révèle que, depuis 2010, chaque trimestre, environ 10 000 à 20 000 jeunes étaient inscrits à l'ORP. S'y ajoutaient cependant entre 25 000 et 60 000 jeunes qui n'y étaient pas inscrits. Il est aussi à remarquer que le nombre de jeunes chômeurs non inscrits augmente toujours fortement au 3^{ème} trimestre, selon la statistique du chômage, avant de diminuer ensuite peu à peu. Ce phénomène n'est guère étonnant, dans la mesure où la période de formation s'achève pour beaucoup d'étudiants et d'apprentis ce trimestre-là et que la recherche d'un emploi commence. Apparemment, seule une petite partie de ces jeunes s'inscrit à l'ORP.

Le chômage de longue durée à un niveau record

Ces considérations soulèvent la question de savoir pourquoi les chômeurs ne s'inscrivent pas à l'ORP. Les raisons sont multiples, mais elles ne sont pas complètement élucidées par la recherche internationale. L'une d'entre elles est que les chômeurs ne savent parfois pas du tout qu'ils ont droit à une indemnité de chômage. Chez certains, il se peut aussi que la démarche auprès de l'office du travail soit l'objet d'une stigmatisation sociale. Par ailleurs, la probabilité que les chômeurs s'inscrivent sera d'autant plus grande qu'il sera simple d'obtenir une indemnité et que son montant sera élevé.

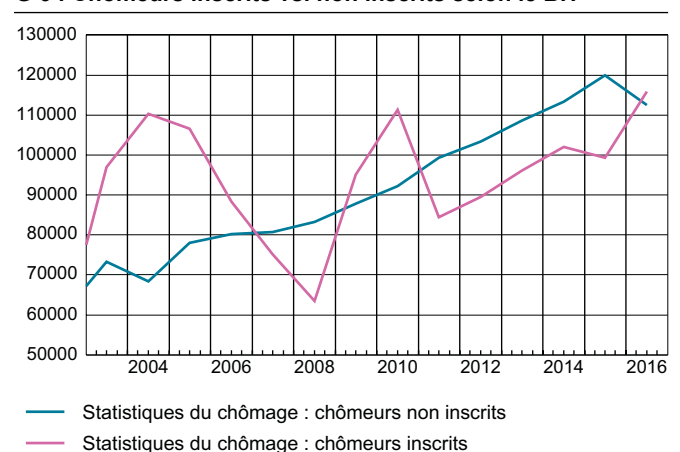
Une des principales raisons pour lesquelles de nombreux chômeurs ne s'inscrivent pas à l'ORP en Suisse est peut-être qu'ils n'ont aucun droit à une indemnité de chômage. Cela concerne, d'une part, les personnes qui ne remplissent pas les conditions requises pour recevoir une indemnité en dépit de leur statut de chômeur. Il s'agit avant tout de personnes qui n'ont pas travaillé assez longtemps ni assez régulièrement dans les années précédentes. Cela s'applique, d'autre part, aux chômeurs en fin de droits,

G 5 : Chômage des jeunes



c'est-à-dire les personnes ayant été tellement longtemps au chômage qu'elles n'ont plus droit à la moindre indemnité. Environ un tiers seulement de ces dernières, toujours en recherche active d'emploi, figurent encore parmi les chômeurs inscrits un an après leur exclusion. Il en résulte notamment que la statistique du chômage, et en particulier du chômage de longue durée, est sous-estimée. C'est ce qu'illustre le graphique G 6. Le graphique présente le nombre de chômeurs de longue durée selon la statistique du chômage (orange) ainsi que les chiffres du SECO. D'après la statistique du chômage, il y avait plus de chômeurs de longue durée en 2016 qu'auparavant – une évolution que les chiffres du SECO ne recensent pas. Cependant, les raisons de la hausse du chômage de longue durée n'ont pas encore fait l'objet d'études systématiques.

G 6 : Chômeurs inscrits vs. non inscrits selon le BIT





La révision de l'assurance chômage en 2011 a « réduit » le chômage mesuré

Conséquence directe des corrélations mentionnées plus haut : les dispositions de l'assurance chômage ont une influence sur l'inscription d'un chômeur auprès de l'ORP. L'importance de ce fait apparaît, par exemple, en 2011, lorsque les conditions d'obtention de l'indemnité de chômage ont été durcies dans le cadre de la 4^{ème} révision de l'assurance chômage. La réforme a sensiblement abaissé la part des chômeurs inscrits à l'ORP. Cette part, selon l'OIT, était en moyenne de 54,3% au cours des trimestres

précédant la révision de la loi (du 1^{er} trimestre 2010 au 1^{er} trimestre 2011). Elle a diminué à 46,4% après la révision (du 2^{ème} trimestre 2011 au 1^{er} trimestre 2016). En d'autres termes, le niveau du chômage inscrit serait aujourd'hui supérieur si les règles de l'assurance chômage d'avant la révision étaient encore en vigueur. L'influence est particulièrement marquée sur le chômage de longue durée mesuré, car plus de 16 000 chômeurs sont brusquement arrivés en fin de droits en mars 2011 dans le cadre de la réforme. Il s'ensuit que bon nombre de personnes concernées ne figurent plus dans les statistiques du SECO. La réforme de 2011 est une des raisons pour lesquelles la statistique des chômeurs inscrits, effectués par le SECO, ne recense pas la hausse du chômage en Suisse.

Contact

Michael Siegenthaler | siegenthaler@kof.ethz.ch

Bibliographie :

Bolli, T., C. Breier, U. Renold und M. Siegenthaler (2015): Für wen erhöhte sich das Risiko in der Schweiz, arbeitslos zu werden?, KOF Studien, 65, Zürich, Juli 2015.

www.kof-studien/65 →

Siegenthaler, M. (2013): Die «Erwerbslosenquote» ist die eigentliche Arbeitslosenquote, Ökonomenstimme.

www.oekonomenstimme.org →

Liens entre formation et emploi : indice de lien formation-emploi du KOF

Un lien étroit entre les protagonistes du système éducatif et du monde du travail est important pour la réussite d'une économie. Jusqu'à présent, ceci était plus une présomption qu'une thèse empiriquement étayée. Dans le cadre d'une étude comparative internationale, le KOF a analysé l'ampleur du lien entre les acteurs des deux systèmes.

Ce lien entre les protagonistes de la formation d'un côté et les employeurs de l'autre, serait, dit-on souvent, une condition préalable essentielle pour que la formation professionnelle puisse améliorer la situation des jeunes sur le marché du travail. Ceci est d'autant plus étonnant que cette hypothèse repose sur peu d'éléments concrets. L'une des principales raisons est que nul ne sait vraiment ce que signifie lien entre les acteurs de la formation professionnelle et ceux du monde du travail, et comment le mesurer.

Le présent article propose une approche permettant de développer un schéma théorique du lien entre les acteurs du système éducatif et ceux du marché de l'emploi, et de mesurer l'intensité de ce lien sur la base d'une enquête auprès d'experts de 20 pays. La sélection des pays s'inspire des systèmes éducatifs les meilleurs du monde, lesquels sont répartis en deux groupes. D'un côté figurent dix pays présentant les meilleurs résultats de l'étude PISA, l'hypothèse sous-jacente étant que de bonnes

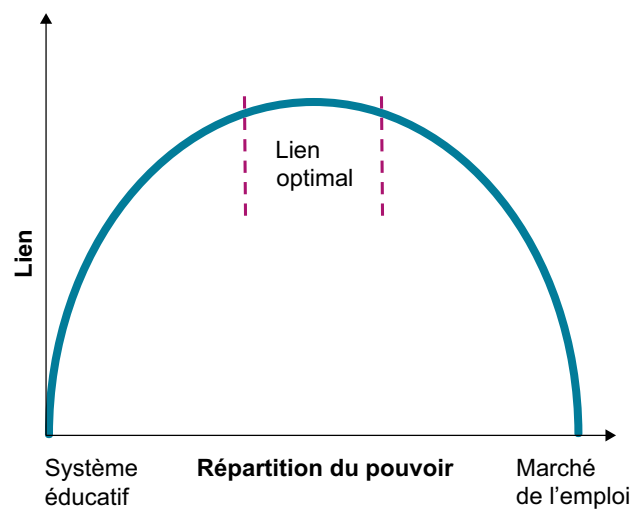
connaissances de base au terme de l'école obligatoire constituent une condition sine qua non pour une formation complémentaire menant au marché de l'emploi. L'autre groupe englobe dix pays présentant les meilleurs résultats sur le marché de l'emploi des jeunes, l'hypothèse étant que de bons résultats sur le marché de l'emploi des jeunes se fondent sur une bonne formation professionnelle.

Mesure de l'intensité du lien tout au long du processus de formation

L'intensité du lien, c'est-à-dire l'intensité de la communication entre les protagonistes du système éducatif et ceux du marché de l'emploi, peut se concevoir comme un rapport de « pouvoir » entre ces acteurs dans le processus de formation (cf. G 7). Si les acteurs du système éducatif sont les seuls responsables de la formation professionnelle, les compétences acquises ne correspondent pas, en règle générale, aux aptitudes demandées sur le marché de l'emploi. Si, en revanche, les protagonistes de l'emploi ont les « pleins pouvoirs », les aptitudes transmises sont trop spécifiques aux entreprises, ne sont pas reconnus par le système éducatif et ne peuvent donc mener à des formations complémentaires. L'intensité du lien est au maximum si les acteurs des deux systèmes se partagent le pouvoir, de sorte que la communication est optimale et que les aptitudes et les compétences acquises donnent aussi bien accès au marché de l'emploi qu'à des filières de formation complémentaires.

Afin de pouvoir mesurer l'intensité du lien dans la formation professionnelle, il faut identifier les différents processus à l'intérieur desquels les protagonistes du système éducatif et du marché de l'emploi communiquent entre eux. Dans un premier temps, il convient d'utiliser le concept de « curriculum value chain », qui divise le processus de formation en trois phases pendant lesquelles le lien est

G 7 : Corrélation entre pouvoir et intensité du lien



important. Durant la première phase (curriculum design), le programme de la formation est défini ; autrement dit, les compétences à transmettre et les formes d'examen, par exemple, sont précisées. La formation se déroule dans la phase d'application qui suit ; il importe ici, par exemple, de définir les lieux de formation pour la mise en œuvre du programme, c'est-à-dire l'école ou des sites du marché de l'emploi. La phase de concrétisation fournit des résultats observables sur le marché de l'emploi sous forme d'indicateurs (outcomes), qui sont évalués durant la phase de feedback et réintégrés dans les deux premières phases sous forme d'acquis. À partir de ce schéma, il convient d'identifier dans chaque phase les sous-processus spécifiques, à l'intérieur desquels les protagonistes du système éducatif et du marché de l'emploi communiquent entre eux. Pour décrire l'intensité du lien dans chacun de ces processus, les caractéristiques pertinentes de chaque processus sont identifiées dans une ultime étape.



Cette description détaillée des caractéristiques a permis l'élaboration d'un questionnaire, qui a été adressé aux experts de la formation professionnelle dans les vingt pays sélectionnés, qui comprenaient non seulement des experts du système éducatif mais aussi des spécialistes de la formation professionnelle issus du marché de l'emploi et de la science. Parmi ces vingt pays, l'attention s'est focalisée sur six pays phares, pour lesquels vingt experts en moyenne ont été sollicités et des analyses de cas détaillés ont eu lieu. Dans les quatorze pays restants, un ou deux experts seulement ont été interrogés. Les résultats correspondants doivent donc être interprétés avec prudence. Au Canada et en Lituanie, aucun expert susceptible de participer à

l'enquête n'a été trouvé. En Suisse, 59 experts ont répondu, ce qui correspond à un taux de réponse de 57%. Ils proviennent du système éducatif (39%), du marché de l'emploi (53%) et de la recherche (8%).

Le graphique G 8 présente les résultats de l'indice de lien formation-emploi (Education-Employment Linkage Index, KOF EELI) du KOF. Les pays phares sont indiqués en rouge, les pays secondaires en bleu et la moyenne des pays en noir. Les résultats concernant l'intensité de lien agrégé montrent que l'Autriche s'en sort le mieux, même si une seule observation est disponible. L'intensité du lien en Suisse n'est que très légèrement inférieure ; suivent le Danemark et l'Allemagne, eux aussi pays présentant un système dual développé de formation professionnelle. En revanche, les pays du sud-est asiatique (Hong Kong, Singapour, Corée du Sud et Japon), c'est-à-dire les pays qui présentent de bons résultats PISA, sont en queue de classement en matière d'intensité du lien.

Il est permis de constater en résumé que le KOF EELI fournit des résultats intéressants concernant l'intensité du lien dans les différentes phases du processus et par rapport à

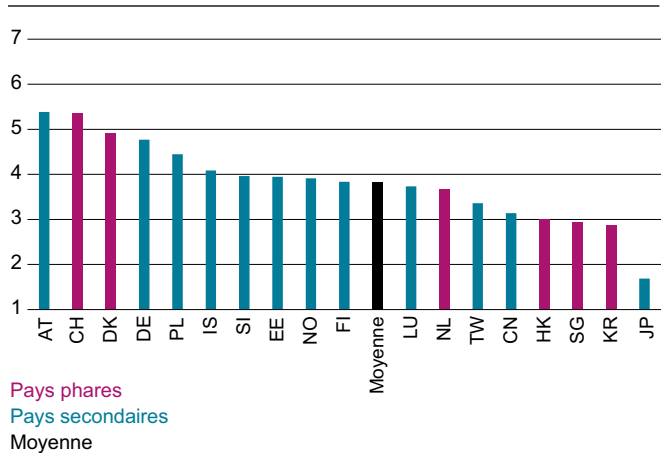


leurs caractéristiques. Les résultats ont pour but de contribuer à instaurer un débat sérieux concernant la stratégie des réformes de formation professionnelle. Concrètement, les résultats permettent d'identifier les points forts et les points faibles du programme concerné à l'intérieur du système de formation professionnelle et d'en dériver, le cas échéant, des améliorations potentielles.

Contact

Thomas Bolli | bolli@kof.ethz.ch
 Ursula Renold | ursula.renold@kof.ethz.ch

G 8 : Intensité du lien en comparaison internationale



Remarque concernant le KOF EELI :

L'indice du lien formation-emploi (Education-Employment Linkage Index, KOF EELI) a été mis au point dans le cadre d'une étude de faisabilité menée à la demande du Center on International Education Benchmarking (Washington, USA). Il s'agira dans les années à venir d'approfondir ses bases scientifiques et d'étendre le nombre de pays participants, afin d'obtenir un indice de référence probant.

Les investissements en efficacité énergétique : une stratégie payante

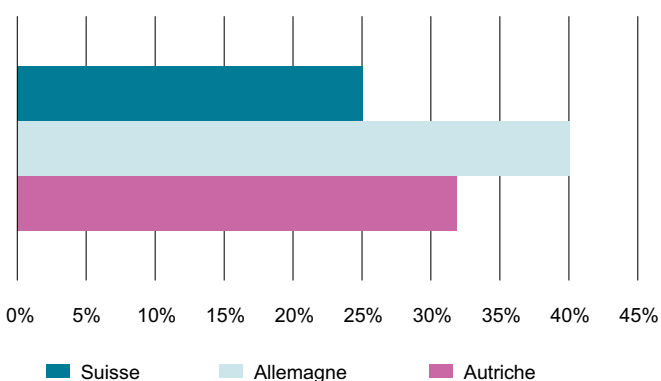
Depuis plusieurs années déjà, il est beaucoup question du tournant écologique, mais dans quelle mesure les technologies énergétiquement efficaces sont-elles répandues en Allemagne, en Autriche et en Suisse ? En Allemagne et en Autriche, ces technologies ont été, entre 2012 et 2014, plus souvent introduites qu'en Suisse. Cela est d'autant plus inopportun que les innovations soucieuses de l'environnement peuvent aussi être économiquement rentables, comme le montre le présent article.

Dans le cadre du programme national de recherche 71 (PNR 71, « Gérer la consommation d'énergie »), et conjointement avec le Centre de recherche économique européenne (ZEW), en Allemagne, et l'Institut autrichien de recherche économique (WIFO), en Autriche, le KOF étudie notamment l'ampleur des investissements technologiques efficaces en énergie et leur impact sur le bilan écologique et le bilan économique d'entreprises des trois pays (Suisse, Autriche et Allemagne). Les premiers résultats montrent que les technologies énergétiquement efficaces et soucieuses de l'environnement ne sont pas forcément incompatibles avec des processus de production rentables.

Des volontés d'investissement qui varient

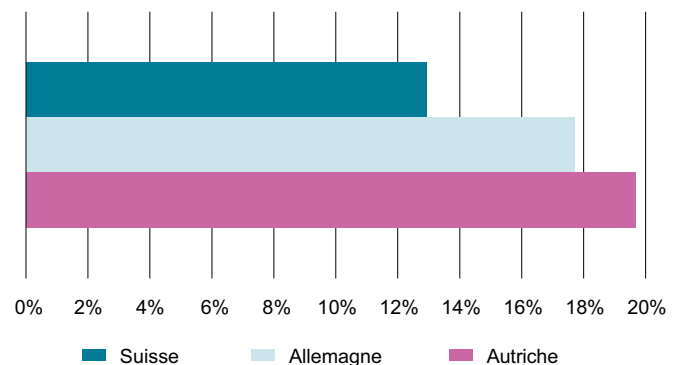
25% des entreprises suisses, 32% des entreprises autrichiennes et 40% des entreprises allemandes ont introduit des technologies énergétiques durant la période 2012–2014 (cf. G 9). En font partie les technologies destinées à économiser l'énergie et les technologies liées à l'utilisation d'énergies renouvelables (solaire, éolienne, p. ex.). Des différences parfois notables apparaissent en ce qui concerne les dépenses d'investissement. En 2014, les investissements en technologies énergétiques s'élevaient,

G 9 : Part des entreprises ayant introduit des technologies énergétiques
(en %)



en moyenne pour l'ensemble des entreprises, à 12,9% de toutes les dépenses d'investissement brutes de la Suisse. La part de ces investissements correspondants était plus élevée de 17,7% en Allemagne et de 19,7% en Autriche. La Suisse figurait donc derrière ses deux voisins durant la période observée (2012–2014) en ce qui concerne le taux d'introduction et les investissements liés à l'adoption de technologies énergétiques (cf. G 10).

G 10 : Part des investissements destinés à l'adoption de technologies
(en % du total des investissements)

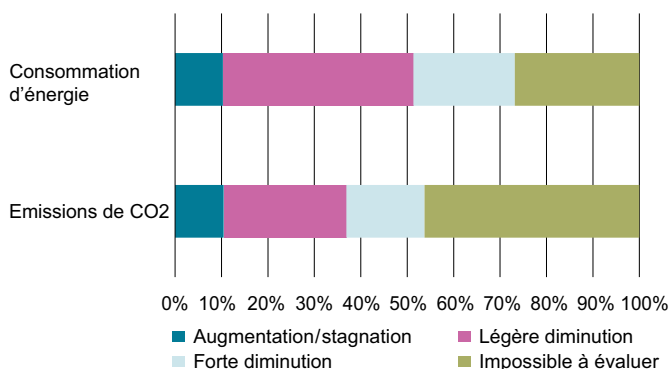


Des effets positifs sur l'environnement peuvent être prévus

Bien que l'intensité énergétique soit relativement faible en moyenne, beaucoup d'entreprises ont pu réaliser des économies en introduisant des technologies énergétiques. En moyenne, pour les trois pays étudiés, 41% des entreprises ont indiqué qu'elles avaient réduit modérément leur consommation unitaire d'énergie après l'introduction de technologies énergétiques et 22% ont même réalisé une diminution substantielle de leur consommation d'énergie. Par ailleurs, le bilan carbone unitaire s'est amélioré dans la plupart des entreprises. 26% de celles qui avaient introduit des technologies énergétiques entre 2012 et 2014 ont constaté, selon leurs indications, une réduction modeste des émissions de CO₂; 17%, une diminution notable (cf. G 11).¹

¹ Pour beaucoup d'entreprises, il était difficile d'apprécier l'impact de l'introduction de technologies énergétiques sur l'environnement. Respectivement 27% et 46% d'entre elles ne pouvaient pas évaluer la réduction de la consommation énergétique unitaire ou la diminution des émissions de CO₂.

G 11 : Incidences de l'introduction de technologies



Un choix économique qui a du sens

Porter et van der Linde (1995)² ont notamment étudié le lien entre les innovations soucieuses de l'environnement et la réussite de l'entreprise, et justifié l'hypothèse d'une corrélation positive. Cette opinion s'opposait à l'idée traditionnelle selon laquelle l'intégration de la charge écologique des processus de production entraînait uniquement une hausse des coûts de l'entreprise et avait une incidence négative sur sa compétitivité. Les premiers résultats d'étude obtenus dans le cadre du PNR 71 au sujet de la corrélation entre les investissements en technologies énergétiquement efficaces et la productivité du travail sur la base des données collectées dans les trois pays confirment l'hypothèse de Porter pour les technologies d'amélioration du processus de production : les investissements en technologies énergétiquement efficaces présentent une corrélation positive avec la productivité du travail. Cela signifie qu'il a été rentable pour beaucoup d'entreprises d'avoir misé sur ces technologies.

Ce résultat est peu surprenant à première vue, d'autant que les technologies destinées à réduire les coûts doivent en principe avoir un impact positif. Il est donc permis de se demander pour quelle raison l'adoption de ces technologies énergétiques n'est pas plus répandue. Si l'on considère les principaux obstacles à leur introduction et l'intensité énergétique des entreprises (part des coûts énergétiques dans le chiffre d'affaires), on découvre quelques indices. D'après l'enquête menée dans les trois pays, le coût de l'adoption et la longue durée d'amortissement constituent les principaux obstacles. Toutefois, cela s'applique surtout aux entreprises à forte intensité énergétique. Pour la majeure partie des entreprises, à faible intensité énergétique, ces obstacles jouent un rôle mineur. Il n'est donc guère surprenant que, dans 48% des entreprises, l'introduction de technologies énergétiques n'ait même jamais été envisagée.

Cela signifie que, jusqu'à présent, les entreprises qui ont introduit de nouvelles technologies étaient, en règle générale, des entreprises à forte intensité énergétique et donc sensibilisées. Un recours accru aux technologies énergétiques, y compris dans les entreprises à faible intensité énergétique, serait souhaitable à deux égards. D'une part, cela améliorerait le bilan écologique de l'économie ; d'autre part, leur plus forte diffusion abaisserait le coût de ces technologies, réduirait leur durée d'amortissement et accroîtrait donc encore leur rentabilité. Ce processus pourrait être soutenu par des mesures politiques appropriées.

Contact

Martin Wörter | woerter@kof.ethz.ch
 Tobias Stucki | stucki@kof.ethz.ch
 Spyros Arvanitis | arvanitis@kof.ethz.ch



À propos de l'enquête : les conclusions du projet se basent sur une enquête écrite menée auprès d'un échantillon représentatif de 5789 entreprises suisses, 6374 entreprises allemandes et 7091 entreprises autrichiennes. Les échantillons de chaque pays étaient subdivisés en fonction du secteur d'activité et de la taille des entreprises. Le taux de réponse s'est élevé à 31,4% en Suisse, à 36,4% en Allemagne et à 7,6% en Autriche. Les enquêtes ont été menées simultanément dans les trois pays et sur la base d'un questionnaire identique : www.kof.ethz.ch/publikationen/kof-working-papers →

²Porter, M. E., & van der Linde, C. (1995). Toward a new conception of the environment-competitiveness relationship. The journal of economic perspectives, 9(4), 97-118.

Le KOF, un partenaire engagé dans le monde

Aide au développement : cette expression fait penser à premier abord à des personnes expliquant à d'autres comment labourer un champ ou les aidant à construire des écoles et des hôpitaux. Pourtant, l'aide au développement ne se réduit pas que à cela. Les employés du KOF sont eux aussi engagés dans l'aide au développement, à titre de conseillers, dans le domaine des enquêtes et des prévisions.



Kaboul, Afghanistan

Bon nombre de pays sont marqués par la guerre, une sécurité précaire, des incertitudes politiques, la famine et la pauvreté. Ces problèmes ont une priorité absolue. Le développement d'un pays consiste toutefois souvent en une mosaïque composée de multiples éléments. Les connaissances relatives à l'état de l'économie locale, par exemple, est aussi importante pour améliorer la situation d'un pays. Et pour les acquérir, les enquêtes conjoncturelles sont un instrument utile. Le savoir concernant le climat dans les entreprises peut aider les institutions locales à instaurer le dialogue avec les pouvoirs publics, afin d'améliorer les conditions économiques. A vrai dire, l'expérience des enquêtes fait défaut dans de nombreux pays. C'est là qu'intervient le KOF, riche de sa longue expérience en la matière.

Afghanistan : un pays marqué par la guerre

Au cours des dernières années, les employés du KOF ont été engagés à titre de conseillers dans de multiples régions du globe, afin de seconder les institutions locales, telles que les Chambres de commerce et d'industrie, dans le développement et la réalisation d'enquêtes spécifiques. Ce

fut le cas en Afghanistan de 2012 à 2015. Le KOF y conseilla la Chambre de commerce et d'industrie afghane pour l'organisation d'enquêtes régulières, à la demande de l'Association pour la coopération internationale (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, GIZ). Outre le suivi de l'évolution conjoncturelle, une enquête annuelle a été introduite concernant l'identification des problèmes structurels auxquels se heurtent les entreprises dans leurs activités.

Dans la mesure où l'Afghanistan est un pays présentant une sécurité extrêmement précaire et de faibles infrastructures, il n'est pas possible d'envoyer tout simplement quelques questionnaires par la poste ou par mail, comme cela va de soi en Suisse. Comme l'accessibilité n'est pas assurée et que les entretiens individuels seraient certes possibles mais liés à des risques substantiels en matière de sécurité, les enquêtes s'effectuent par téléphone. Du personnel est recruté à cet effet et se voit formé par les partenaires du projet. Les résultats de l'enquête annuelle de 2015 montrent que, en dehors de la sécurité précaire,



Workshop, Afghanistan

L'Afghanistan connaît de multiples problèmes auxquels les entreprises sont confrontées. L'approvisionnement en électricité, par exemple, le manque de transparence des réglementations douanières, ou encore l'influence politique dans les appels d'offres publiques. Ces résultats permettent à la Chambre de commerce et d'industrie afghane de mener des entretiens avec le pouvoir politique en vue d'améliorer les conditions générales, sans s'exposer au reproche de la défense d'intérêts particuliers.

Un autre projet mené moyennant l'introduction d'un sondage d'experts a pour but d'analyser les problèmes affectant la chaîne de valeur agricole des amandes, du blé, des volailles et des produits laitiers dans les régions septentrionales (Balkh, Balghlan, Takhar, Badkhsan et Samangan). Dans le cadre d'un workshop-pilote, le KOF a mis en œuvre à Mazar-i-Sharif, conjointement avec des partenaires locaux, la méthode des groupes nominaux. Les « key informants » présents dans ces workshops identifient et quantifient les problèmes rencontrés dans les différentes chaînes de valeur ajoutée. Ces workshops sont très structurés et comportent plusieurs phases d'évaluations secrètes.

S'inspirant de ce workshop-pilote, la Chambre de commerce et d'industrie a mené elle-même plusieurs ateliers du même type dans diverses régions. Pour des raisons de sécurité, le KOF n'a pas pu encadrer ces autres ateliers sur place. Les résultats ont été publiés dans un rapport rédigé en anglais, en pachtou et en dari, et imprimé à 1000 exemplaires.

Kosovo : un État jeune affecté par les tensions politiques

Le KOF a secondé, non seulement en Afghanistan, mais aussi dans d'autres pays, comme le Kosovo, des institutions locales dans le lancement d'enquêtes conjoncturelles. Ainsi, la Chambre de commerce du Kosovo, a mené deux enquêtes entre 2012 et 2016 grâce au financement de la GIZ et au soutien du KOF. Dans ce pays encore jeune, où la situation politique demeure instable, les données en temps réel sur la situation des entreprises revêtent un grand intérêt. Les enquêtes conjoncturelles menées à intervalles réguliers et l'introduction d'un indice du climat des affaires vont dans ce sens. Comme le pays souffre également de problèmes structurels et d'un chômage élevé, une enquête dite « bottleneck » a été mise sur pied avec l'aide du KOF pour l'analyse du contexte structurel. Dans ce type d'enquête, les entreprises participantes sont soumises à des listes de facteurs contraignants dans divers domaines (contexte économique, conditions administratives et réglementaires, infrastructure et conditions générales). Par ailleurs, les entreprises font état de problèmes propres à leur secteur d'activité et répondent à des questions concernant leurs projets d'investissement et leurs motivations.

La qualité des produits est un des problèmes auxquels les entreprises kosovares sont confrontées. Pour devenir plus compétitives, elles souhaiteraient investir dans ce domaine. Mais l'approvisionnement en électricité a aussi contrarié les entreprises au cours des dernières années. Le courant est principalement produit par une centrale au lignite située près de Pristina. Le retard technique implique des coûts élevés et de fréquentes interruptions de courant. Avec l'aide de capitaux étrangers, la centrale doit être modernisée. Autre problème : le coût élevé de la main-d'œuvre, ce qui peut paraître contradictoire à première vue étant donné le niveau du chômage. Le niveau général des salaires est déterminé par les revenus élevés du secteur public et les virements de la diaspora. Par rapport à la productivité et à la qualité des produits, le Kosovo est donc un pays plutôt cher comparé à d'autres pays de la région. De plus, il y a un grand décalage entre les qualifications acquises par une bonne partie des jeunes affluant sur le marché de l'emploi à l'issue de leur formation et les qualifications effectivement requises par les entreprises.

Une meilleure observation de la conjoncture mondiale

Après la grande récession de 2009, les Nations Unies ont défini comme objectif prioritaire le développement et la mise en œuvre d'indicateurs destinés à l'observation précise de l'évolution conjoncturelle. Ces statistiques devraient

être réalisées dans le plus grand nombre de pays possible, y compris les pays en développement, afin de garantir une meilleure observation de l'évolution conjoncturelle. À la demande de l'ONU, le KOF organise des workshops dans divers pays d'Asie occidentale et d'Afrique septentrionale. En Jordanie et en Egypte, par exemple, cette année. Un schéma directeur spécifique et des projets de réalisation d'enquêtes conjoncturelles doivent être définis dans le cadre de ces workshops. L'introduction de ces enquêtes sera accompagnée par le KOF.

Monténégro : un partenariat de longue durée

Le KOF intervient aussi à titre de consultant en ce qui concerne un autre thème important, l'établissement de prévisions conjoncturelles. En qualité de partenaire institutionnel, le KOF seconde l'Institut d'études stratégiques et de prévisions (ISSP) du Monténégro, et ce dans le cadre du programme de coopération scientifique entre l'Europe orientale et la Suisse (SCOPES) du Fonds national suisse (FNS) et de la Direction du développement et de la coopération (DDC).

L'ISSP fut l'un des premiers instituts de recherche économique de ce petit pays. Depuis sa création en 1997, il a constamment élargi ses compétences dans le domaine de l'économie, des finances, de la politique sociale et de la démographie. Pour compléter le savoir de son personnel, l'échange avec un partenaire étranger est important, car les possibilités sont très limitées au Monténégro. Un échange intensif s'est donc instauré entre l'ISSP et le KOF, qui lui prodigue ses conseils. Des employés de l'ISSP viennent régulièrement en Suisse au moment de l'établissement des prévisions conjoncturelles et des membres du KOF vont au Monténégro pour conseiller l'ISSP.



Podgorica, Monténégro

Ce partenariat de longue durée a pour objectif de permettre à l'ISSP d'élargir et de professionnaliser ses modèles d'établissement de prévisions. En outre, l'institut entend mettre davantage de données et d'indicateurs à la disposition des dirigeants politiques et économiques monténégrins, afin de soutenir les entreprises et les pouvoirs publics dans leurs projets d'investissement et leur prise de décisions.

Contact

Klaus Abberger | abberger@kof.ethz.ch

Michael Graff | graff@kof.ethz.ch

Anne Stücker | stuecker@kof.ethz.ch

Le KOF, parmi les experts en conjoncture pour le compte du gouvernement allemand

À la demande du gouvernement allemand, les principaux instituts de prévision économique d'Allemagne établissent ce que l'on appelle le diagnostic communautaire (Gemeinschaftsdiagnose). Le KOF lui aussi participe à cette tâche prestigieuse.

Pour le gouvernement fédéral allemand, l'appréciation de la conjoncture mérite un certain investissement. À sa demande, une cinquantaine d'économistes d'instituts de recherche leaders établissent chaque année, au printemps et en automne, en l'espace de trois semaines, une expertise d'environ 80 pages.

Ce diagnostic communautaire contient une analyse complète et des prévisions concernant la conjoncture mondiale, européenne et allemande, que le gouvernement fédéral intègre dans ses prévisions des recettes fiscales. Par ailleurs, le diagnostic communautaire fournit des évaluations relatives à la politique monétaire et fiscale ainsi que des analyses de politique économique.

Le diagnostic communautaire est effectué depuis 1950. C'est une institution bien établie en Allemagne, et très prestigieuse pour les instituts participants. Les résultats de l'expertise sont présentés au public dans le cadre de la conférence de presse du gouvernement et débattus au sein d'un groupe d'experts composés de représentants du ministère des Finances et du ministère de l'Economie et de l'Energie.

Jusqu'en 2006, six instituts allemands, toujours les mêmes, étaient chargés d'établir le diagnostic communautaire. Depuis 2007, le gouvernement fédéral ne l'a plus confié qu'à quatre candidats pour une période de trois ans. Par ailleurs, et pour la première fois, des instituts situés hors de l'Allemagne ont pu poser leur candidature. Depuis lors, le KOF y prend part en tant que partenaire junior de l'ifo, institut de recherche économique de Munich, et représente ce consortium avant tout dans le domaine de la conjoncture internationale et européenne.

En 2016, le consortium constitué par l'ifo et le KOF a de nouveau été admis dans le cercle des experts. Cette fois-ci, le ministère de l'économie a convoqué au total cinq consortiums. En dehors de l'ifo et du KOF, les autres représentants sont le DIW (institut allemand de recherche

économique de Berlin) en coopération avec le WIFO (institut autrichien de recherche économique de Vienne), l'IWH (institut de recherche économique de Halle), le RWI (institut de recherche économique de Rhénanie-Westphalie, établi à Essen), en coopération avec l'IHS (institut des hautes études de Vienne) ainsi que l'IfW (institut d'économie mondiale de Kiel).

Dans les milieux économiques et politiques allemands, l'EPF de Zurich est perçu comme un centre de compétences solide. La participation du KOF au diagnostic communautaire conforte cette perception. De plus, l'échange intensif avec les instituts de recherche économique d'Allemagne et d'Autriche a des répercussions positives sur la qualité des prévisions conjoncturelles internationales du KOF. Comme la conjoncture suisse dépend en grande partie de la conjoncture internationale, donc l'analyse conjoncturelle pour la Suisse en profite, également.

Contact

Heiner Mikosch | mikosch@kof.ethz.ch

Florian Eckert | eckert@kof.ethz.ch

Stefan Neuwirth | neuwirth@kof.ethz.ch

Pour de plus amples informations sur le diagnostic communautaire visitez notre site web (en allemand) : www.kof.ethz.ch/fr/previsions-indicateurs/previsions/previsions-economiques-communes →

Comment les économistes de Suisse jugent-ils la 4ème révolution industrielle ?

Quelles sont les conséquences de ce que l'on appelle la 4ème révolution industrielle ? Le KOF a, pour la première fois, interrogé à ce sujet des économistes établis en Suisse. Il apparaît que leurs opinions sont divisées en ce qui concerne les répercussions à court terme sur le marché de l'emploi. À plus long terme, les économistes ne s'attendent à aucune incidence négative sur le marché du travail. En outre, selon leurs estimations, l'économie suisse semble bien armée pour relever les défis de la révolution « Industrie 4.0 ».

Il est beaucoup question actuellement de la quatrième révolution industrielle, également appelée « Industrie 4.0 ». Les phases qui ont précédé cette quatrième révolution furent « Révolution 1.0 » (invention de la machine à vapeur), « Révolution 2.0 » (électrification) et « Révolution 3.0 » (invention de l'ordinateur). Nous nous trouvons maintenant au cœur de la « Révolution 4.0 », marquée par l'Internet des objets.

Indépendamment de la pertinence de cette description, il semble relativement indiscutable que les processus de production et de logistique sont en profonde mutation depuis l'utilisation généralisée d'Internet. Figurent souvent au premier plan, dans ce contexte, l'automatisation, la numérisation et la robotisation de processus autrefois accomplis par l'être humain. Cette évolution s'accompagne de la crainte largement répandue d'un chômage lié à la technologie, notamment dans les métiers où prédomine le travail de routine. Récemment, on a toutefois aussi mis en garde contre l'automatisation éventuelle de métiers moyennement voire hautement qualifiés.

Enquête du KOF

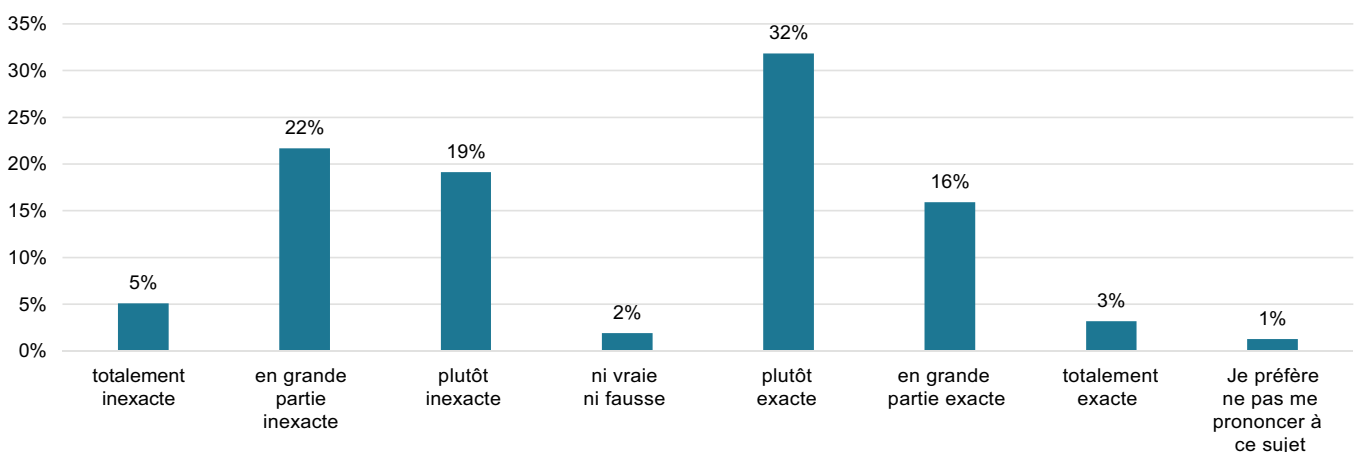
Le KOF a effectué, pour la première fois, une enquête auprès des économistes d'universités et d'instituts de recherche de Suisse, pour savoir comment ils évaluaient les transformations actuelles liées à la 4ème révolution industrielle. L'enquête portait principalement sur les répercussions sur le marché de l'emploi ainsi que sur les réactions éventuelles (de l'Etat). La première des neuf questions s'intéressait aux incidences disruptives à court terme de la numérisation et de l'automatisation sur le marché du travail (cf. G 12).

Une nette différence apparaît ici entre le nombre des économistes ne s'estimant « pas du tout d'accord » et ceux se montrant « plutôt d'accord ». Et ceci n'est pas vraiment l'expression du vieux dicton : « deux économistes, trois opinions », mais suggère davantage que les avis sont partagés entre les experts concernant les incidences de la 4ème révolution industrielle à court terme.

G 12 : Effets à court terme dans les pays industrialisés

(Répondants, en %)

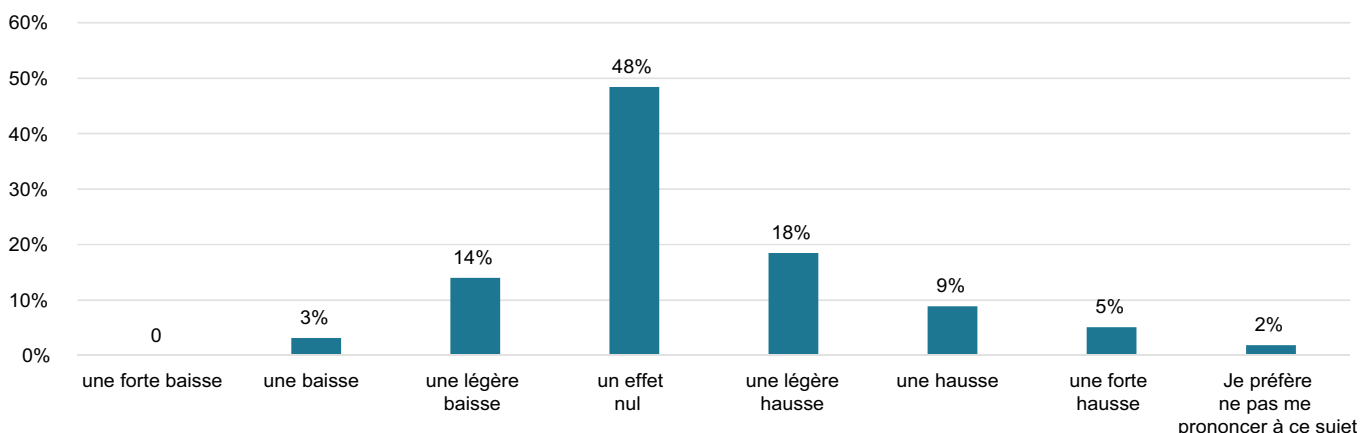
Dans quelle mesure l'affirmation suivante est-elle exacte : « Dans les pays industrialisés, les développements de la robotique et de la numérisation ainsi que l'introduction de ces technologies auront globalement un effet disruptif à court et à moyen terme sur le marché de l'emploi (déséquilibre, net accroissement du taux de chômage etc.) » ?



G 13 : Effets à long terme dans les pays industrialisés

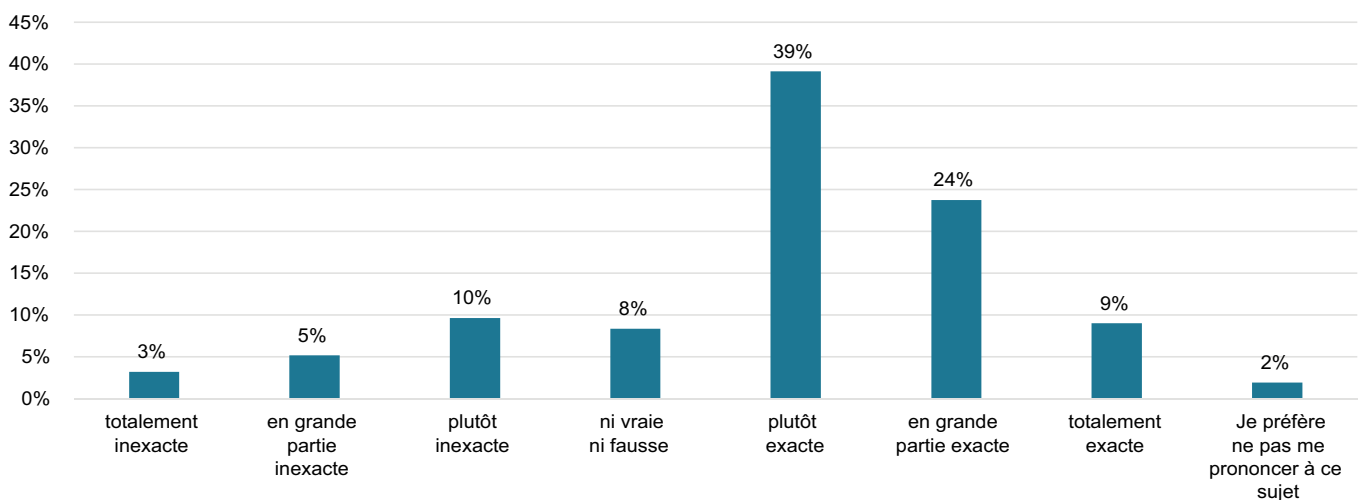
(Répondants, en %)

Comment jugez-vous les effets à long terme de la robotique et de la numérisation sur le chômage ? Dans les pays industrialisés, ces développements technologiques entraîneront à long terme, au niveau du chômage,...

**G 14 : Inégalité augmentée**

(Répondants, en %)

Dans quelle mesure l'affirmation suivante est-elle exacte : « Les développements de la robotique et de la numérisation ainsi que l'introduction de ces technologies auront pour effet que, dans les pays industrialisés, la répartition des revenus deviendra plus inégale à long terme » ?



S'agissant des répercussions à long terme, les économistes interrogés sont davantage du même avis : près de 50% d'entre eux ne s'attendent à aucune répercussion sur le chômage (cf. G 13). Si l'on y ajoute les réponses faisant état d'effets positifs, 65% des économistes n'escomptent aucune incidence ou prévoient même une diminution du chômage. Un peu plus de 30% d'entre eux s'attendent, en revanche, à un impact à long terme, légèrement voire fortement négatif, sur le marché de l'emploi.

Les appréciations des économistes se révèlent moins positives et encore plus nettes en ce qui concerne l'impact sur la répartition des revenus. Une majorité des économistes tendent à estimer que, dans les pays industrialisés,

l'inégalité pourrait s'accroître au niveau de la répartition des revenus en raison de ces nouvelles technologies (cf. G 14).

La Suisse peut en tirer profit

Selon les économistes, la robotique et la numérisation pourraient avoir pour effet en Suisse que le besoin en main-d'œuvre peu qualifiée décroît et que le besoin en main-d'œuvre hautement qualifiée s'accroît. Concernant le besoin en main-d'œuvre moyennement qualifiée, la majorité des économistes prévoit également une diminution de la demande, mais une part non négligeable d'entre eux n'envisagent aucun changement. Globalement, les économistes voient plutôt la Suisse dans le camp des

gagnants suite à l'introduction de ces technologies. Les conditions politiques et légales locales sont telles que la Suisse gagnera plutôt en compétitivité par rapport aux autres pays industrialisés (cf. G 15).

Concernant les options politiques, une part substantielle des économistes revendiquent un changement du cadre légal de sorte que la Suisse puisse jouer un rôle de précurseur. Cependant, un nombre élevé d'experts considère également qu'il n'y a aucun besoin d'intervention de l'Etat (cf. G 16).

A propos de l'enquête

Au total, le KOF a sollicité 476 économistes. 157 d'entre eux ont répondu, ce qui correspond à un taux de réponse de 33%.

Les économistes interrogés étaient des chercheurs employés dans des institutions publiques et publiant dans des revues spécialisées. Les autres résultats de l'enquête figurent sur notre site Internet.

Le KOF se conçoit comme un médiateur entre la recherche universitaire et le grand public. Il souhaitait, par le biais de cette enquête, donner la parole aux chercheurs en économie.

Contact

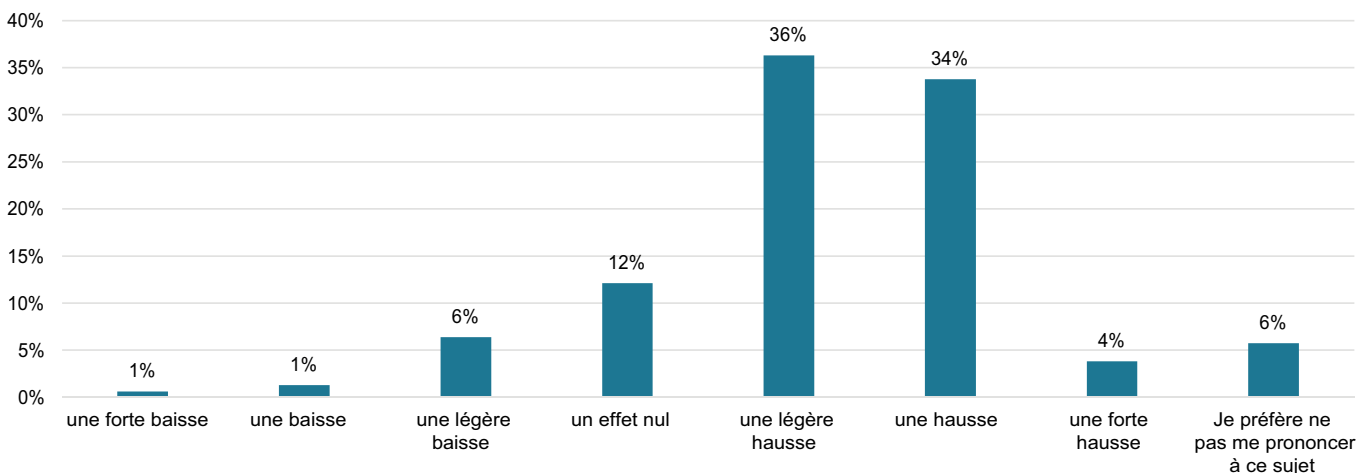
Klaus Abberger | abberger@kof.ethz.ch

David Iselin | iselin@kof.ethz.ch

G 15 : Evolution en Suisse

(Répondants, en %)

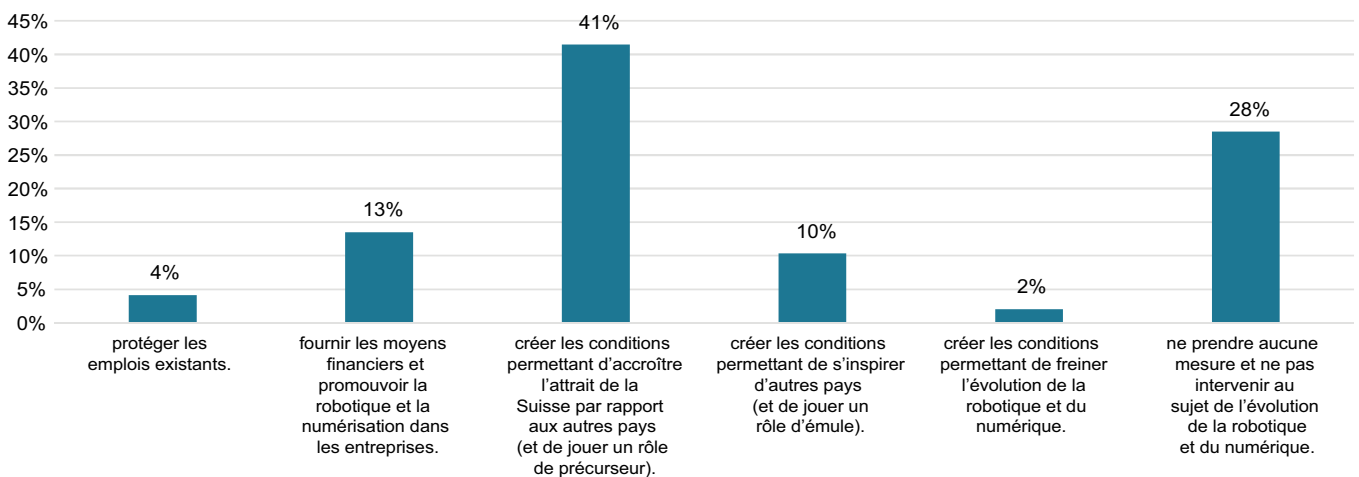
Au vu des conditions économiques prévalant actuellement en Suisse, pensez-vous que la robotique et la numérisation généreront, pour l'économie suisse, un gain ou une perte de compétitivité par rapport à la moyenne des autres pays industrialisés ? Ces développements technologiques entraîneront, pour l'économie suisse, au niveau de la compétitivité,...



G 16 : Mesures politiques

(Répondants, en %)

L'Etat devrait-il intervenir en raison de l'évolution de la robotique et du numérique? L'Etat devrait...



INDICATEURS DU KOF

KOF Indicateur de la situation des affaires : l'éclaircie persiste

L'indicateur KOF de la situation des affaires dans le secteur privé en Suisse a progressé en septembre pour la 3^{ème} fois consécutive, même si l'accroissement est minime (cf. G 17). Les résultats des dernières enquêtes confirment ainsi la persistance de cette tendance à un redressement. Les vents contraires, pour la conjoncture suisse, ont faibli de manière significative en cette fin d'été.

La hausse de l'indicateur de la situation des affaires a presque exclusivement reposé en septembre sur l'éclaircie observée dans le commerce de détail (cf. T 1). Certes, la situation des détaillants demeure plutôt insatisfaisante, mais le nombre des appréciations négatives a diminué par rapport aux mois précédents. La situation n'a pratiquement pas changé dans le secteur financier, l'industrie de transformation et les bureaux d'études. Dans le bâtiment, en revanche, elle n'est plus jugée aussi favorable que le mois précédent. Le commerce de gros, l'hôtellerie et les autres prestataires de services ont été interrogés pour la dernière fois en juillet. L'évolution était très hétérogène. Dans le commerce de gros, la situation avait fortement progressé. Elle s'était sensiblement améliorée dans le secteur tertiaire. Par contre, elle s'était nettement refroidie dans l'hôtellerie.

G 17 : KOF Indicateur de la situation des affaires
(Solde, valeur désaisonnalisée)



T 1 : KOF Indicateur de la situation des affaires en Suisse (soldes, valeur désaisonnalisée)

	Sep. 15	Oct. 15	Nov. 15	Déc. 15	Jan. 16	Fév. 16	Mar. 16	Avr. 16	Mai 16	Juin 16	Juil. 16	Août 16	Sep. 16
Secteur privé (total)	7.7	9.1	9.4	8.0	3.5	3.7	6.0	7.5	9.7	8.0	10.0	10.9	11.3
Industrie de transformation	-15.8	-15.6	-13.7	-12.5	-13.3	-13.6	-10.0	-7.4	-5.8	-3.5	-8.5	-8.1	-8.5
Bâtiment	29.6	24.7	31.6	26.2	24.4	27.7	26.0	24.8	22.1	22.7	23.8	27.7	23.2
Bureaux d'études	46.0	48.6	47.3	45.5	46.9	46.3	45.6	45.3	46.6	43.9	45.5	46.3	46.0
Commerce de détail	-11.9	-8.3	-9.1	-12.3	-11.4	-11.4	-6.0	-9.0	-11.4	-9.8	-12.9	-11.8	-8.1
Commerce de gros	-	-12.4	-	-	-16.9	-	-	-7.3	-	-	4.4	-	-
Services financiers	20.8	28.5	28.8	18.8	10.0	16.9	21.5	18.2	25.7	14.3	18.1	22.8	23.2
Hôtellerie	-	-14.7	-	-	-20.9	-	-	-16.4	-	-	-23.3	-	-
Autres services	-	26.9	-	-	20.7	-	-	20.2	-	-	24.3	-	-

Réponses à la question : Nous jugeons notre situation bonne/satisfaisante/mauvaise. Le solde correspond au pourcentage de réponses « bonne » moins le pourcentage de réponses « mauvaise ».

Source : Enquêtes conjoncturelles du KOF

Sur le plan géographique, la conjoncture s'est surtout stabilisée dans le nord-ouest de la Suisse (cf. G 18). Par ailleurs, l'amélioration observée dans le commerce de détail ne s'est pas sensiblement répercutée dans l'appréciation au plan régional. Dans toutes les autres régions définies par l'OFS (Zurich, Suisse centrale, Tessin Bassin lémanique et Plateau suisse), la situation s'est légèrement assombrie.

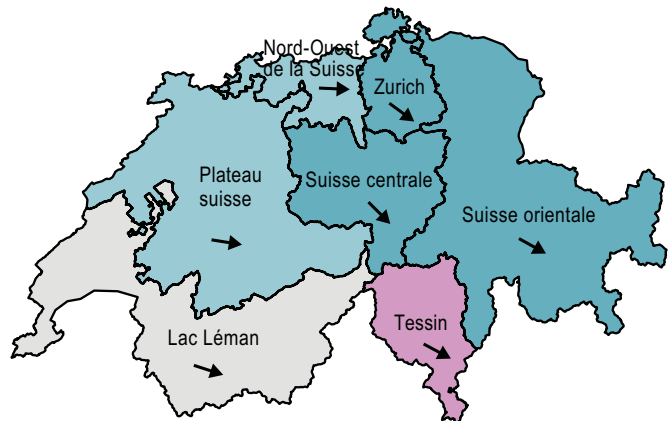
Explication des graphiques

Le graphique G 17 présente l'indicateur KOF de la situation des affaires dans l'ensemble des secteurs concernés par l'enquête. En ce qui concerne les secteurs d'activité sollicités trimestriellement, la situation des affaires est considérée comme constante dans les mois intermédiaires.

Le graphique G 18 indique la situation des affaires dans les grandes régions définies par l'Office fédéral de la statistique. Les régions présentent des couleurs différentes en fonction de la situation des affaires. À l'intérieur des régions, les flèches indiquent la variation de la situation par rapport au mois précédent. Une flèche dirigée vers le haut, par exemple, indique que la situation s'est améliorée en variation mensuelle.

L'indicateur KOF de la situation des affaires se fonde sur plus de 4500 réponses d'entreprises suisses. Chaque mois, les entreprises de l'industrie, du commerce de détail, du bâtiment, du secteur des bureaux d'études ainsi que les prestataires de services financiers et assurantiel sont interrogés. Les entreprises de l'hôtellerie, du commerce de gros ainsi que les autres prestataires de services font l'objet d'une enquête trimestrielle, menée le premier mois de chaque trimestre. Les entreprises sont notamment invitées à porter un jugement sur la situation actuelle de leurs affaires. Elles peuvent qualifier la situation de « bonne », « satisfaisante » ou « mauvaise ». La valeur solde de la situation actuelle est la différence entre les pourcentages de réponses « bonne » et « mauvaise ».

G 18 : Situation des affaires dans les entreprises du secteur privé



L'inclinaison des flèches indique la variation de la situation des affaires par rapport au mois précédent.

Soldes

■ 55 à 100	■ entre 30 et 55	■ entre 16,5 et 30
■ entre 9 et 16,5	■ entre 5 et 9	■ entre -5 et 5
■ entre -9 et -5	■ entre -16,5 et -9	■ entre -30 et -16,5
■ entre -55 et -30	■ entre -100 et -55	

Contact

Klaus Abberger | abberger@kof.ethz.ch

Pour de plus amples informations sur les enquêtes conjoncturelles du KOF visitez notre site web :

www.kof.ethz.ch/fr →

KOF Baromètre conjoncturel : léger redressement

Le baromètre conjoncturel du KOF, qui se situe actuellement à 101,3 points, a progressé de 1,6 point en septembre 2016 (révision à 99,7 en août, cf. G 19). Il s'est ainsi redressé par rapport au recul du mois dernier sous la barre des 100 points et retrouve sa moyenne à long terme. Les perspectives de l'économie suisse demeurent donc stables et conformes au rythme de croissance moyen à long terme.

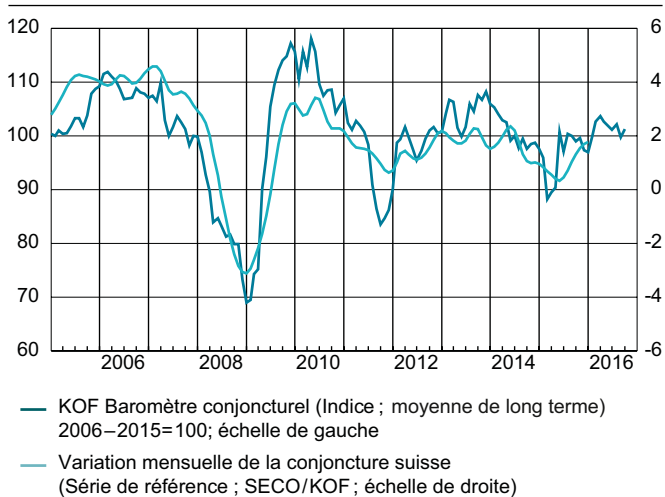
En septembre 2016, le baromètre conjoncturel du KOF a légèrement dépassé sa moyenne pluriannuelle en s'établissant à 101,3 points. Il a ainsi corrigé sa chute du mois dernier sous la barre des 100 points. Les plus fortes impulsions positives de la dynamique du baromètre proviennent de l'industrie de transformation et du secteur de la consommation, suivi par le bâtiment. Les perspectives des banques et des prestataires de services touristiques de même que l'appréciation de l'évolution future de l'économie internationale sont stables.

À l'intérieur de l'industrie de transformation, l'amélioration des perspectives se fait surtout sentir dans la filière bois ainsi que dans les industries spécialisées. En même temps, ces tendances positives sont compensées par la détérioration des perspectives dans l'industrie textile. Dans des secteurs comme la chimie, l'électronique, la métallurgie, l'agroalimentaire et le papier ainsi que la construction mécanique, l'évolution n'a fourni aucune contribution notable dans un sens ou dans l'autre à la dynamique du baromètre. L'amélioration du climat dans l'ensemble de l'industrie de transformation se reflète en premier lieu dans une meilleure évaluation des entrées de commandes et des achats de produits intermédiaires, de même que dans la plus grande confiance accordée au climat général des affaires. Une seule ombre au tableau : l'évaluation de la situation de l'emploi fournit une contribution négative à l'évolution du baromètre, plutôt positive dans l'ensemble.

Baromètre conjoncturel du KOF et série de référence : mise à jour annuelle

En septembre 2016 a eu lieu la mise à jour annuelle du baromètre conjoncturel du KOF. Cette actualisation concerne les aspects suivants : redéfinition du pool des indicateurs entrant dans la procédure de sélection, mise à jour de la série temporelle de référence, nouvelle exécution du mécanisme de sélection des variables. Le pool actuel affecté à la sélection des variables consiste en plus de 400 indicateurs. L'actualisation de la série temporelle de référence

G 19 : KOF Baromètre conjoncturel et série de référence



concerne le taux de croissance lissé du produit intérieur brut (PIB) conformément aux nouveaux comptes nationaux ESVG 2010, publiés fin août 2016. Ces derniers se fondent sur la publication du PIB de l'année précédente par l'Office fédéral de la statistique. Sur la base de la sélection des variables, le baromètre conjoncturel actualisé comporte désormais 272 indicateurs (contre 238 dans la version précédente). Ceux-ci sont réunis en un indicateur global par le biais de pondérations statistiques.

Contact

Boriss Siliverstovs | siliverstovs@kof.ethz.ch

Vous trouverez davantage d'informations sur le baromètre conjoncturel du KOF :

www.kof.ethz.ch/fr →

AGENDA

Manifestations du KOF

KOF Wirtschaftsforum

mit Vorträgen von Christian Rammer
vom ZEW in Mannheim, und Martin Wörter, KOF
Thema: Grüne Energie
ETH Zürich, Donnerstag, 24. November 2016
16.15 bis 18.00 Uhr
[www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/
manifestations/kof-wirtschaftsforum](http://www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/manifestations/kof-wirtschaftsforum) →

KOF Research Seminar:

tba

Sandra Eickmeier – Bundesbank
ETH Zurich, 10 October 2016

Dolores Añón Higón – Universidad de Valencia
ETH Zurich, 19 October 2016

The Structure of Energy Prices of the French Manufacturing Sector. Policy Drivers and Effects

Giovanni Marin – IRCrES-CNR
ETH Zurich, 9 November 2016

Economic Effects of Cannabis Legalization in Italy

Marcello Esposito – Università Carlo Cattaneo
ETH Zurich, 16 November 2016

Self-Help-Groups and Social Capital: Evidence from Cambodia

Matthias Rieger – Erasmus University
ETH Zurich, 23 November 2016

tba

Reshad Ahsan – University of Melbourne
ETH Zurich, 7 December 2016

Eric Verhoogen – Columbia University
ETH Zurich, 19 December 2016

[www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/manifestations/
kof-research-seminar](http://www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/manifestations/kof-research-seminar) →

KOF-ETH-UZH International Economic Policy Seminar:

tba

André Anundsen – Norges Bank
ETH Zurich, 20 October 2016

Shadow Banking in China

Torsten Ehlers – BIS
ETH Zurich, 27 October 2016

tba

Vadim Volosovich – Erasmus University
ETH Zurich, 17 November 2016

Regional Banking Instability and FOMC Voting

Stefan Eichler – University of Hannover
ETH Zurich, 24 November 2016

tba

Alex Whalley – University of California
ETH Zurich, 15 December 2016

[www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/manifestations/
kof-eth-uzh-seminar](http://www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/manifestations/kof-eth-uzh-seminar) →

Conférences/Workshops

Vous trouverez sur notre site des conférences et workshops actuels :

[www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/manifestations/
conferences](http://www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/manifestations/conferences) →

Agenda KOF

Retrouvez ici nos rendez-vous destinés aux médias :
[www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/medias/
agenda-mediatique](http://www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/medias/agenda-mediatique) →

Autres publications du KOF

Vous trouverez sur notre site la liste complète des publica-
tions du KOF (analyses, working papers et études du KOF).
www.kof.ethz.ch/fr/publications →

TABLEAUX PRÉVISIONS D'AUTOMNE 2016 DU KOF

SUISSE

Dépenses imputées au produit intérieur brut, réelles																
Variations en % par rapport																
	2007- 2015	au trimestre précédent (lissé, sur base annuelle)												à l'année précédente		
		2016				2017				2018				2016	2017	2018
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4			
Consommation privée	1.6	0.8	0.8	1.0	1.4	1.4	1.3	1.2	1.1	1.1	1.0	1.0	1.1	1.0	1.2	1.1
Consommation publique	1.3	2.5	1.6	-0.2	0.3	1.7	1.7	0.8	0.4	0.0	0.4	0.8	0.6	1.5	1.0	0.5
Formation brute de capital fixe	1.6	2.9	2.7	-0.9	-2.3	-0.1	1.8	1.1	3.6	3.8	1.5	2.5	2.5	2.0	0.2	2.7
– Construction	2.0	-0.6	-0.6	0.6	1.1	1.2	1.7	2.0	2.2	2.5	2.3	1.8	1.6	0.0	1.2	2.2
– Machines et équipements	1.4	5.3	4.9	-1.6	-4.5	-1.0	1.9	0.6	4.6	4.7	1.1	3.0	3.1	3.4	-0.4	3.0
Exportations (1)	2.9	5.9	2.5	0.5	1.8	2.1	3.0	4.6	3.7	2.8	3.5	4.3	3.6	4.6	2.3	3.6
– Biens	2.2	10.1	2.2	-1.1	0.7	2.7	3.1	3.8	4.2	4.1	4.2	4.4	4.3	6.0	2.1	4.1
– Services	2.7	0.6	-1.1	1.3	2.7	3.8	3.6	2.3	2.8	3.4	3.3	2.5	2.5	1.9	2.8	3.0
Importations (1)	3.1	4.3	1.7	1.0	1.0	3.4	4.3	2.9	3.0	3.3	2.6	2.9	3.1	3.3	2.6	3.2
– Biens (1)	1.8	6.9	2.1	1.0	-0.2	3.4	5.2	3.1	3.7	4.3	3.6	3.8	3.9	4.2	2.8	4.0
– Services	6.0	0.1	-4.3	0.2	2.9	3.8	4.1	1.2	1.0	1.9	1.8	0.5	1.0	1.5	2.3	1.5
Variation des stocks (2)	0.1	-0.6	0.0	0.9	1.1	1.8	1.5	-0.1	-0.5	0.1	0.0	-0.4	-0.1	-1.3	1.3	0.0
Produit intérieur brut (PIB)	1.6	2.1	2.0	1.6	1.6	1.9	2.0	1.9	1.9	1.9	1.9	1.8	1.9	1.6	1.8	1.9

(1) Sans objets de valeur (commerce de métaux précieux y compris l'or non monétaire, des pierres de gemmes, des objets d'art et des antiquités)

(2) Contribution à la variation du PIB en %

Autres principaux indicateurs économiques																
Variations en % par rapport																
	2007- 2015	au trimestre précédent												à l'année précédente		
		2016				2017				2018				2016	2017	2018
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4			
Valeur extérieure du franc suisse en termes réels (1)	2.5	-2.2	-1.6	2.1	-2.8	-0.2	-3.7	-0.6	-0.4	-1.0	-4.1	-1.1	-0.4	-3.0	-1.2	-1.6
Taux d'intérêt à court terme (Libor à trois mois CHF) (2)	0.6	-0.8	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.8	-0.8	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7
Rendement des obligations (10 ans) de la Confédération (2)	1.5	-0.4	-0.4	-0.5	-0.5	-0.4	-0.4	-0.4	-0.3	-0.2	-0.1	0.0	0.1	-0.4	-0.4	0.0
Prix à la consommation (3)	0.2	-1.0	-0.4	-0.2	-0.1	0.3	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	-0.4	0.2	0.3
Emploi en équivalence plein temps (4)	1.3	-0.1	0.3	0.6	0.5	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.8	0.0	0.6	0.7
Taux de chômage (2,5)	2.9	3.3	3.3	3.3	3.3	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.3	3.4	3.4

(1) Sur base annuelle

(2) Niveau absolu

(3) Au trimestre équivalent de l'année précédente

(4) Lissé, sur base annuelle

(5) Nombre de chômeurs en % de la population active de l'année 2010

ÉCONOMIE MONDIALE

Variations en % par rapport																
	2007- 2015	au trimestre précédent (lissé, sur base annuelle)												à l'année précédente		
		2016				2017				2018				2016	2017	2018
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4			
Produit intérieur brut, réel																
– OCDE total	1.2	1.5	1.2	1.9	1.7	1.7	1.8	1.8	1.8	1.7	1.7	1.7	1.7	1.5	1.7	1.8
– Union Européenne (EU-28)	0.7	2.0	1.6	1.7	1.7	1.5	1.6	1.6	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.8	1.6	1.6
– États-Unis	1.3	0.8	1.1	2.5	2.1	2.3	2.3	2.3	2.3	2.1	2.1	2.0	2.0	1.4	2.2	2.1
– Japon	0.4	2.1	0.7	0.4	0.8	0.9	1.1	0.9	0.9	0.7	0.7	0.7	0.8	0.6	0.8	0.8
Prix du pétrole (\$/baril) (1)	88.3	34.5	47.0	46.6	46.8	47.1	47.3	47.5	47.8	48.0	48.2	48.5	48.7	43.7	47.4	48.4

(1) Niveau absolu

© KOF, ETH Zürich

Mentions légales

Editrice KOF Centre de recherches conjoncturelles de l'EPF de Zurich

Direction Prof. Dr. Jan-Egbert Sturm

Rédaction David Iselin, Solenn Le Goff, Anne Stücker

Layout Vera Degonda, Nicole Koch

Images Shutterstock, Klaus Abberger, Yngve Abrahamsen

Impression Speck Print AG

Adresse postale LEE G 116, Leonhardstrasse 21, 8092 Zurich

Téléphone +41 44 632 42 39

E-Mail bulletin@kof.ethz.ch

Téléfax +41 44 632 12 18

Website www.kof.ethz.ch

ISSN 1662-4270 | Copyright © EPF Zurich, KOF Centre de recherches conjoncturelles, 2016

Toute publication d'une reproduction (même par extraits) n'est permise qu'avec l'autorisation de l'éditeur et avec mention de la source.

Service Client

Le bulletin du KOF est un service gratuit qui vous informe chaque mois par courrier électronique sur les derniers développements conjoncturels, sur nos travaux de recherche et sur les principales manifestations.

Inscrivez-vous : www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/news/kof-bulletin/inscription.ch →

Pour consulter les bulletins précédents, rendez-vous dans nos archives :

www.kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/news/kof-bulletin/numeros/archives.ch →

Rendez-nous visite sur notre site : www.kof.ethz.ch/fr →

Vous pouvez vous procurer des séries temporelles issues de notre vaste banque de données via notre service des données :

www.kof.ethz.ch/fr/donnes_conseils/service-des-donnes.ch →

Prochaine date de publication : 4 novembre 2016

KOF

ETH Zurich

KOF Centre de recherches conjoncturelles

LEE G 116

Leonhardstrasse 21

8092 Zurich

Téléphone +41 44 632 42 39

Téléfax +41 44 632 13 52

www.kof.ethz.ch

#KOFETH